



**NOM DE VOTRE
STRUCTURE**

CGT EDUC'ACTION 94

CONTACT :

94@CGTEDUC.FR

**PRESENTATION DE LA
STRUCTURE :**

**SYNDICAT DES
PERSONNELS DE
L'EDUCATION
NATIONALE DU VAL-DE-
MARNE**

CAHIER D'ACTEUR

CGT EDUC'ACTION 94

Ce cahier d'acteur est proposé aux personnes morales (collectivités, entreprises, associations...) dans le cadre de la concertation préalable sur le projet Thermo-sur-Seine, qui se déroule du 1^{er} septembre au 1^{er} novembre 2026, afin qu'elles partagent un avis argumenté* sur le projet au nom de leur structure.

SYNTHESE DE LA CONTRIBUTION

Notre organisation syndicale lutte pour améliorer les conditions de travail et d'apprentissage au sein des établissements du Val-de-Marne. En ce sens, elle ne peut accepter ce projet qui mettra en danger la santé des travailleurs et des usagers. Nous demandons que le secteur concerné accueille un tout autre projet : celui de développer le service public d'Education Nationale afin de remédier à la saturation des lycées de la ville.

L'Education plutôt que la pollution !



Défendre les conditions de travail des personnels et des usagers

Un enjeu de santé publique et un danger sanitaire pour tout un bassin de population

Le projet de méga-incinérateur / chaufferie industrielle **Thermo-sur-Seine** (porté par la Ville de Paris et Dalkia) prévoit de brûler 450 000 tonnes **par an** de Combustibles Solides de Récupération (CSR : plastiques, résidus industriels et bois B) sur le site de l'ancienne centrale EDF des **Ardoines à Vitry-sur-Seine**.

Alors que plus de **120 000 habitants** résident dans la zone d'impact immédiat (0 à 2 km) incluant Vitry-sur-Seine, Alfortville, Ivry-sur-Seine et Choisy-le-Roi, le rayon global de retombée des fumées (4 km) toucherait plus de **500 000 personnes**.

En tant que syndicat des personnels de l'Education Nationale, nous tenons à signaler que sur les seules communes de Vitry et d'Alfortville, **65 établissements scolaires publics** (maternelles, élémentaires, collèges, lycées) se situent sous les vents dominants. **C'est au total près de 28 000 élèves et plus de 2 200 personnels** (enseignants, agents, ATSEM, agents de restauration) qui seraient exposés quotidiennement à une pollution **dangereuse** engendrée par la combustion des déchets parisiens de ce méga-incinérateur. **Cette situation**

entraînera une importante dégradation des conditions de travail et risquera d'augmenter les cas de maladies liées aux conditions de travail.

En termes de prévention des risques, l'étude récente de ToxicoWatch (2025) a démontré que les filtres modernes ne bloquent pas tous les polluants. Cette même étude menée sur les filtres de ventilation de 5 écoles proches de l'incinérateur voisin d'Ivry-Paris XIII a démontré la présence importante et quantifiable de **PFAS, de dioxines et d'HAP** dans la poussière des salles de classe.

Enfin, le **seuil de combustion annoncé, entre 850 °C et 1 000 °C, pour le BCR est insuffisant pour la destruction** de nombreux polluants. Pour exemple, les seuls PFAS ne sont détruits qu'à partir de **1 300 °C** (données INERIS). La pollution engendrée sera donc malheureusement bien toxique.

On ne peut minimiser ce risque sanitaire pour les populations locales, les travailleurs mais aussi les élèves. Pour rappel, les enfants dont l'appareil respiratoire en développement



absorbe proportionnellement plus de micropolluants que celui des adultes.

Exposer tout un bassin de population à des fumées cancérogènes et à un "effet cocktail" toxique pour l'enfance est mettra donc en danger la santé de toute une partie de la population. C'est pourquoi la CGT Educ'action 94 exige l'abandon de ce projet.

Choisir l'éducation plutôt que la pollution : la nécessité d'ouvrir un nouvel établissement scolaire

L'augmentation de la population et la saturation des lycées de Vitry-sur-Seine

La CGT Educ'action 94 porte un tout autre projet concernant le secteur. En effet, notre organisation syndicale, considère comme indispensable la construction d'un nouvel établissement secondaire. La situation des lycées de la ville de Vitry-sur-Seine (*Jean Macé, Adolphe Chérix, Camille Claudel*) affiche un taux de remplissage alarmant. Ces sureffectifs participent à la dégradation des conditions de travail et d'apprentissage pour les personnels et les élèves.

Avec l'arrivée programmée de près de 20 000 nouveaux habitants sur la zone des Ardoines, ce sont plus de **600** à

800 lycéens supplémentaires qu'il faudra accueillir dans les toutes prochaines années. **C'est pourquoi nous demandons le développement des services publics d'Education Nationale avec la réhabilitation et la dépollution des sols du site des Ardoines et la construction d'un nouveau lycée polyvalent public pour accueillir dignement les élèves.**

La santé des élèves et des personnels ne peut être délaissée au profit du chauffage des parisiens et la Ville de Paris ne peut externaliser sa pollution sur les quartiers populaires du Val-de-Marne !